

ARRETE :

Vu le décret n° 2001-42 du 24 janvier 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2001-237 du 4 mai 2001 portant organisation du ministère des Eaux et Forêts ;

Vu l'arrêté n° 54 MINAGRA. DGEF. DPIF. du 2 mars 1995 fixant les modalités d'application du décret n° 94-368 du 1^{er} juillet 1994 ;

Vu l'arrêté interministériel n° 69 MINEF/MININTE/MINAGRA. du 4 mai 1999 portant création de la Commission consultative d'Attribution des périmètres d'exploitation forestière ;

Vu la décision n° 65 MINEF. du 28 mars 1995 relative aux Comités de Suivi de la gestion des périmètres d'exploitation forestière.

DECIDE :

Article premier. — Sont et demeurent annulés les périmètres jouxtant les Parcs nationaux, indiqués dans le tableau ci-dessous :

Péri-mètres	Attributaire	Code	Mart	Parc national	Décisions d'attribution
31 020	néant	néant	néant	Marahoué	néant
43 006	SONEFCI	228	KBF	Marahoué	n° 30 du 21 août 2000
45 001	NEFBA	35	EBV	Marahoué	n° 31 du 21 août 2000
51 002	B.T.A.	41	EPB	Taï	n° 40 du 21 septembre 2000
52 012	Ivoire Bois	433	KJA	Taï	n° 13 du 22 juillet 1999
52 015	Conexfor	585	AML	Taï	n° 114 du 28 septembre 1999
62 001	Expl. Bois G.	170	TFF	Taï	n° 36 du 21 août 2000
62 005	I.B.C.	161	IBC	Mont Péko	n° 108 du 28 septembre 1999
62 006	I.B.C.	161	IBC	Mont Péko	n° 109 du 28 septembre 1999

MINISTERE DES EAUX ET FORETS

DECISION n° 30 MINEF. DPIF. du 14 août 2001 portant annulation des périmètres d'exploitation forestière jouxtant les Parcs nationaux.

LA MINISTRE DES EAUX ET FORETS,

Vu la loi n° 2000-513 du 1^{er} août 2000 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 65-425 du 20 décembre 1965 portant Code forestier ;

Vu le décret n° 94-368 du 1^{er} juillet 1994 portant modification du décret n° 66-421 du 15 septembre 1966 réglementant l'exploitation des bois d'œuvre et d'ébénisterie, de service, de feu et à charbon ;

Art. 2. — Les exploitants forestiers attributaires de ces périmètres ne sont donc plus soumis aux cahiers des Charges relatif à ces périmètres (reboisement, taxes forestières, T.I.G.).

Art. 3. — Les préfets des Régions concernées, le directeur de la Production et des Industries forestières, le directeur du Reboisement et de la Lutte contre la Désertification et le directeur de la Police forestière et du Contentieux, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 14 août 2001.

BOKA Agoussi Angèle.